



## Tribune intersyndicale du Rhône - 1er mai 2020

Les applaudissements ne suffiront pas...

Les applaudissements ne suffiront pas, ni aux soignants qui bataillent pour nous garder en vie, ni aux 40% de la population active française qui doit sortir travailler pendant cette période de confinement. Les larmes et les hommages ne suffiront pas non plus, à tous ces morts du virus qui auraient pu être évités si les cris d'alarme avaient été entendus et écoutés en temps et en heure.

Au cours des manifestations de la Santé en 2019 et 2020, une pancarte mentionnait :

« Le gouvernement compte ses sous, bientôt, nous compterons nos morts »

Nous y voilà, devant ce grand gâchis humain générée par une politique d'austérité dans les hôpitaux publics.

En France, ce sont entre 10 et 20 milliards d'euros d'impôts sur les sociétés qui ne sont pas payés à l'État par les entreprises du CAC40 et au moins 35 milliards d'euros de fraude à la TVA et aux cotisations sociales (source : Rapport de la Cour des Comptes). Cette évasion fiscale aurait permis de construire des dizaines d'hôpitaux en France.

Les grandes entreprises ont choisi leur bonne conscience d'une autre époque avec des dons de masques ou de gel hydroalcoolique, plutôt que d'opter pour le contrat social avec leurs contributions fiscales. D'où la banderole à l'hôpital Saint Antoine de Paris :

"LVMH-PSA-Bouygues-BNP, payez vos impôts. L'hôpital se fout de la charité !"

Grand gâchis humain qui met en exergue les inégalités sociales de façon plus criantes encore : le mal-logement, la fracture numérique, la précarité de l'emploi, les bas salaires, les déserts médicaux...

Dès aujourd'hui, il faut garantir la protection de tous les salariés qui doivent continuer à travailler, procéder à la définition des activités essentielles et à la fermeture de celles ne contribuant pas aux besoins vitaux, interdire les licenciements, augmenter le Smic avec une répercussion immédiate sur l'échelle des salaires et l'augmentation significative du point d'indice dans la fonction publique, abroger les ordonnances qui organisent la déréglementation du travail, faire évoluer la production des matériels de protection en nationalisant certains outils de production, permettre le paiement du chômage partiel à 100%, mettre à contribution les assurances en décrétant l'état de catastrophe sanitaire, imposer la suppression des dividendes aux actionnaires, rétablir l'ISF, garantir un contrôle des aides publiques aux entreprises.

A l'instar des politiques néo-libérales, le virus est mondial et ses conséquences aussi. Les politiques menées jusqu'ici avec la mondialisation et l'interdépendance des pays, se retrouvent face au miroir grossissant de ce tout petit virus et ne démontrent ni leur efficacité à le combattre, ni leur capacité à nous épargner d'une crise économique sans précédent.

Les délocalisations de production de matériels de protection, de médicaments, de respirateurs se font cruellement sentir en ce temps de crise sanitaire majeure. Tout comme le manque de financement de la recherche dite non rentable. Initiées après les pandémies de Sras et de grippe H1N1, ces recherches auraient pu permettre aujourd'hui d'avoir médicaments et vaccins à portée de main au lieu d'agir dans l'urgence, de gérer les pénuries et de laisser mourir nos concitoyens, faute de prévoyance.

Les conséquences sociales s'annoncent importantes pour l'ensemble de la population mondiale. Des drames humains tout d'abord, avec le décès des proches et des violences intra-familiales provoquées par le confinement. Des pertes d'emploi avec des licenciements à redouter, une paupérisation grandissante de la majorité d'entre nous.

D'ores et déjà, le retour au travail doit se faire avec une garantie totale des mesures de protection sur tous les sites de travail et pour toute la population.

Car que comprendre d'un déconfinement qui commence par une réouverture des établissements scolaires alors que le monde médical dit que c'est le premier lieu de propagation du virus ? Que comprendre si ce n'est qu'il est plus important pour nos gouvernants de protéger l'économie capitaliste que de protéger notre santé ?

Il est bien évident que remettre les enfants à l'école, permet aux parents de reprendre le travail et de reprendre le court habituel de l'économie tel que le réclame le Medef.

Il est plus grave pour eux de perdre de l'argent que de perdre des vies mais NOS VIES VALENT PLUS QUE LEURS PROFITS !

Ce virus remet quelques pendules à l'heure. Il affiche l'importance des liens familiaux, de l'espace, de nos libertés fondamentales, du climat. Il est temps que les peuples se rapprochent dans une cause commune de lutte contre ces politiques axées sur le profit de la minorité la plus riche, qui nous mènent à notre perte en dérégulant le climat et nos vies. La maladie la plus dangereuse aujourd'hui est le capitalisme et ses effets mortifères.

Nous voici donc à un tournant où il nous faudra choisir entre reprendre en main nos destinées et briser nos chaînes ou accepter le poids de celles-ci. Les premiers de corvée doivent refuser d'être les derniers de cordée.

En ce 1<sup>er</sup> mai 2020, nous sommes tous assignés à résidence mais nous ne sommes pas résignés. Passé le temps de la sidération, nous imaginons le monde de demain et sommes prêts à défendre le bien commun que sont le climat, l'hôpital, la sécurité sociale, la retraite par répartition, l'éducation, la culture, l'énergie, les transports, l'agriculture, la recherche, etc...

Le 1<sup>er</sup> mai, date de la journée internationale de lutte des travailleurs, doit être cette année et plus que jamais, une journée de revendications pour le progrès social. Partout dans le monde des voix s'élèvent contre la gestion de cette pandémie et de ses conséquences.

Nous devons en masse faire valoir nos droits et nos libertés et revendiquer le monde de l'humain pour le jour d'après, en terrassant le monde de l'argent.

Non, vraiment, les applaudissements ne suffiront pas.